

Economie-UE

La France donne-t-elle réellement plus qu'elle ne reçoit à l'Union européenne ?

D'un point de vue strictement comptable, la France donne plus qu'elle ne reçoit du budget européen. Pour autant, elle n'y perd pas, car les retours sur investissement et surtout le marché unique de l'UE, absent des comptes, font pencher la balance en sa faveur

O Inclus dans votre abonnement

Publié le 15 octobre 2026 à 18:45 - Maj 15 octobre 2026 à 18:45



Offrir



Suivre Ajouter en favori

**Alice Clavier**

Journaliste au service web



Écouter l'article

03:32 min



Compte tenu de son marché de 450 millions de consommateurs, l'Union européenne rapporte plus à la France qu'elle ne dépense pour participer à son budget - dts News Agency Germany Michael

 Voir le résumé

Alors que les députés français ont voté mercredi leur contribution au budget européen de 30,9 milliards et que les eurodéputés ont commencé à débattre jeudi du cadre financier pluriannuel pour la période 2028-2034, les eurosceptiques remettent sur la table une question qui n'a rien de neuf : la France reçoit-elle autant qu'elle donne au pot commun de l'UE ?

Si l'on suit une logique strictement comptable fondée sur les documents de la Commission, l'Hexagone, l'un des pays les plus riches des 27, verse plus au budget qu'il n'en reçoit. En 2025, par exemple, la contribution française s'est élevée à 22,96 milliards d'euros et le pays a tiré 16,4 milliards d'euros des politiques européennes. Même en ajoutant les 2,24 milliards d'euros obtenus cette année-là grâce au programme NextGenerationEU, il en résulte un écart de 4,3 milliards d'euros.

Est-ce à dire que la France y perd ? Loin de là. Pascale Joannin, directrice générale de la Fondation Robert Schuman, insiste sur l'importance des politiques européennes qui constituent un retour sur investissement. En 2025, les dépenses du budget de l'UE en France étaient de 9,5 milliards dans **les ressources naturelles et l'environnement** (9,3 milliards au titre de la PAC, dont la France est la première bénéficiaire), 2,8 milliards d'euros pour l'innovation, le numérique et le maintien du marché unique, ou encore 2,6 milliards pour « la cohésion, la résilience et les valeurs », pilier du budget qui comporte notamment le programme Erasmus+, un relai d'influence important dans l'Hexagone.

Grâce à sa participation, la France a aussi perçu des fonds pour soutenir l'innovation (1,22 milliard d'euros en 2025 grâce au programme Horizon Europe), ses infrastructures de transports et des secteurs ciblés mais stratégiques, comme la défense, où elle capte 20% des financements, le spatial, où elle reçoit près de 40% des dépenses européennes ou encore le programme ITER, un projet international sur la réaction à fusion

La Matinale de l'Opinion

Votre dose quotidienne de lucidité, 5 minutes pour comprendre l'essentiel

Je m'inscris



C'est aussi par le biais de l'UE que la France a pu bénéficier du programme NextGenerationEU, le plan de relance économique exceptionnel mis en place en juillet 2020 pour faire face à la crise liée à la pandémie. Grâce à l'emprunt massif de l'UE, l'Hexagone a perçu une enveloppe de près de 40 milliards.

Le marché unique, l'atout incontournable de l'UE, absent des livres de compte

Mais ce qui équilibre vraiment les comptes, le marché unique, ne figure pas dans les colonnes du budget. Le groupe Renew a publié une synthèse de plusieurs études estimant que les 450 millions de consommateurs européens rapporteraient 124 milliards d'euros à la France. « En dehors de tout chiffre, il profite à tous les Etats membres, assure Pascale Joannin. Notre marché est plus grand que celui des Etats-Unis ou de la Russie, son PIB par habitant est parmi les plus élevés au monde et il est très convoité ».

A LIRE AUSSI :

L'Assemblée vote la contribution française à l'UE malgré l'opposition du RN et de LFI

« Mis bout à bout, nous tirons des bénéfices plus importants du fait d'être membre de l'UE et de participer à son budget que si nous étions seuls dans notre coin », résume la politologue, même si la Commission voudrait



et même si les emprunts contractés par le programme NextGenerationEU **devront être remboursés par les pays membres dans les années à venir.**

In fine, ces avantages économiques ne prennent pas en compte d'autres atouts commerciaux, diplomatiques, juridiques et politiques dont dispose l'Union européenne, fondée sur un projet de paix dont la valeur est inestimable.

France